



A Melun, le 17 juillet 2019

Monsieur le Président,

Vous nous conviez ce 17 juillet pour un groupe de travail dans ce que vous appelez “la phase de concertation” concernant “la géographie revisitée”.

Depuis le 6 juin, coup d'envoi donné par le ministre Darmanin avec l'affichage des cartes du “nouveau réseau de proximité” sur les 3 prochaines années, vous ne cessez de communiquer autour de ce « projet » que ce soit sur Ulysse, auprès des cadres, des agent-es, des organisations syndicales, des élu-es et de la presse.

Nous vous avons déjà rencontré à 2 reprises dont la dernière pour laquelle nous étions accompagnés d'une cinquantaine d'agent-es venu-es vous témoigner leurs inquiétudes devant le cataclysme annoncé pour le réseau de la DGFIP. Face aux différentes interventions et interpellations, votre discours, ou tout du moins celui dicté par la Direction Générale à travers le sinistre « guide pour la phase de concertation » qui vous a été livré clé en main, reste toujours identique en mettant en avant la hausse des points de contact et une meilleure organisation pour les services du fait de leur regroupement.

Vous essayez d'acheter la paix sociale en conviant certains agents-es à des groupes de travail, en nous proposant des comités techniques, en allant à la rencontre des collègues dans les services.

Mais nous ne sommes pas dupes, nous savons parfaitement quelles sont vos marges de manœuvre sur le plan local et nous n'en voulons pas.

Nous ne voulons pas de concertation sur « le lieu d'implantation des services et de leurs antennes pérennes ». **Nous ne faisons pas de sélection entre les services.**

Nous ne voulons pas de concertation sur « le lieu d'implantation des points d'accueil de proximité mutualisés, voire leur nombre, et leur nature ainsi que les jours ou créneaux de présence d'un agent de la DGFIP ». **Nous défendons un service public de proximité de pleine compétence.**

Nous ne voulons pas de concertation sur « le lieu d'implantation du conseiller aux élu.es et l'augmentation de leur nombre ». **Nous voulons le maintien de l'ensemble des trésoreries.**

Nous ne voulons pas de concertation « sur le cadencement des opérations entre 2020 et 2022 ». **Nous sommes opposés à toute fermeture de services.**

Nous avons une autre vision de la DGFIP. Elle passe par la stabilisation du réseau, par aucune fermeture de services, par aucune suppression d'emplois, et par son renforcement aussi bien sur le plan humain qu'en matière de compétence. Les MSAP ou les MFS ne remplaceront jamais les services de pleine compétence de notre administration.

Nous voulons une DGFIP avec de vraies ambitions, une DGFIP de proximité et technicienne dont les missions sont exercées par des agents titulaires de la DGFIP.

Nous nous opposons au projet dit de “géographie revisitée” et refusons d'entrer dans une discussion stérile.

**Nous exigeons le retrait de ce plan de destruction de la DGFIP,
il n'est ni amendable, ni négociable.**

Ainsi l'intersyndicale Solidaires Finances Publiques 77, CGT Finances Publiques 77, FO DGFIP 77 n'assistera pas à ce groupe de travail.